soviétique semblent indiquer un revirement de politique et que, si tel était le cas, les relations entre le Canada et l'Union soviétique s'en ressentiraient.

Nous espérons que les deux camps continueront de chercher une solution par la négociation.

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, d'après le communiqué qu'on a fait circuler ce matin à la conférence de presse, un communiqué appuyé par dix organismes ethnoculturels de tout le pays, la communauté lituanienne demandait notamment dans son appel au ministre que le gouvernement du Canada exige que les forces soviétiques n'interviennent pas pour renverser le gouvernement légitime et soient retirées immédiatement et que le Canada fournisse des secours d'urgence en vivres et en combustible à la Lituanie si le gouvernement soviétique essayait d'affamer la république.

Le très honorable représentant engagera-t-il son gouvernement à répondre au moins à ces demandes très raisonnables d'aide humanitaire?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je crois que le gouvernement et le Parlement du Canada agiraient de façon responsable en encourageant l'Union soviétique et les dirigeants élus de la Lituanie à négocier.

Nous nous inquiétons très vivement des événements qui se sont produits ces dernières heures—cette nuit et ce matin—en Lituanie. Nous avons clairement exprimé nos inquiétudes à l'Union soviétique. Nous espérons que nos inquiétudes et notre influence, jointes à celles d'autres pays qui ont encouragé avec tellement de détermination les processus de perestroïka et de glasnost en Union soviétique, pourront amener cette dernière à en revenir à des négociations, ce qui nous éviterait d'avoir à songer aux mesures dont il est question dans le communiqué auquel le député a fait allusion.

J'ai discuté privément avec certains députés au sujet des mesures que le Canada pourrait prendre pour contribuer de façon constructive à détendre la situation. J'espère poursuivre ces consultations, et je donne à la Chambre

l'engagement que le Canada continuera à réagir à la situation de façon responsable.

* * *

L'EMPLOI

M. Sergio Marchi (York—Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur et porte sur la fermeture de l'imprimerie de Southam—Murray qui est survenue hier; située dans ma circonscription, cette entreprise emploie quelque 500 personnes. L'un des motifs de cette décision, selon la compagnie, est le «nouveau marché nord-américain».

Compte tenu du fait qu'aucun programme d'aide à l'adaptation n'a été créé depuis l'adoption de l'Accord de libre-échange, le gouvernement respectera-t-il l'engagement pris par le premier ministre trois jours après les dernières élections envers les Canadiens en faveur de l'établissement de programmes d'adaptation et de recyclage à la fois généreux et innovateurs pour les travailleurs canadiens?

Le ministre offrira-t-il maintenant cette aide généreuse aux 500 travailleurs de ma circonscription qui viennent de perdre leur gagne-pain?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, la division graphique de Southam a annoncé qu'elle avait l'intention de restructurer ses activités d'impression sur rotative et de fermer son usine de Weston, qui est vétuste. Ce plan de restructuration touchera quelque 500 employés. Cependant, seulement 280 d'entre eux perdront leur emploi, le reste étant déplacé ailleurs dans la région de Toronto.

En outre, le député a oublié de mentionner que la compagnie a annoncé qu'elle moderniserait et agrandirait ses usines d'Orillia et de Candiac, au Québec, et qu'elle y transférerait ses activités d'impression de la région de Toronto. Ce transfert entraînera la création de 160 emplois à Orillia, et de 60 à Candiac.

La perte nette est donc de 60 emplois, ce qui est certes regrettable. Ces suppressions d'emplois sont cependant dues au fait que la compagnie a éprouvé des ennuis dans le secteur de l'imprimerie et qu'elle a dû restructurer l'ensemble de ses activités en laissant tomber les moins rentables. La situation n'est pas aussi mauvaise qu'on l'a dit.

J'ajouterai que l'Association canadienne de l'imprimerie a fait remarquer que, par ce genre de mesure, l'indus-